



- 1 - Le développement n'est pas planifié et effectué pour le Luxembourg de manière isolée, mais dans le cadre de la Grande-Région
- L'accomplissement des besoins humains est la base d'un développement territorial socialement équitable
- La qualité de vie ne dépend pas de la croissance. La croissance ne peut pas être à la base des réflexions sur le développement d'aménagement du territoire.
- Centralités multifonctionnelles avec services décentralisés, des transports en commun bien organisés et des formes d'habitations qui encouragent la cohésion sociale et qui sont adaptées aux besoins et à la situation de vie de l'homme.
- Création, organisation et développement participatif de l'espace public au profit de rencontres et activités collectives. Les besoins en surface à bâtir sont satisfaits par la mobilisation des terrains situés dans le périmètre de construction existant.
- L'artisanat est l'employeur principal au Luxembourg. L'artisanat est valorisé et les jeunes désirent se lancer dans cette profession.
- La société s'organise d'après le principe : partager plus, posséder moins, créer plus par ses propres moyens, produire et consommer local.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- Approche de croissance (économique / démographique)
- Cadre légal actuel (modes d'habitations)
- Mobilisation des terrains à bâtir
- Mentalité -> encourager le développement de compétences sociales à l'école
- décentraliser les administrations publiques
- Promouvoir des espaces publics animés
- Coopération entre zones urbaines et zones rurales
- Voiture

RECOMMANDATIONS

1. Penser Grande Région

- La Grande Région devient un laboratoire européen en matière de coopération transfrontalière
- PDAT à faire pour la Grande Région
 - Développement d'activités économiques, culturelles et sportives ainsi que développement de logements aux frontières
 - Développer le « marketing Grande Région » pour débloquent les mentalités (échanges étudiants/ élèves)
 - Mettre en place une commission composée de politiques, citoyens et experts qui prennent les décisions

2. Mobilité

- Rapprochement lieux de travail et domicile
- Optimiser et favoriser les transports publics (meilleures interconnexions)
- Rendre flexibles les horaires de travail, d'études et autres activités
- Promouvoir la mobilité douce en ville et la mobilité comme service (car sharing, covoiturage, ...)
- Introduire une législation nationale en matière d'emplacements de véhicules motorisés et vélos dans les habitations et bureaux

3. Mobilisation des terrains à bâtir -> Projets pilotes sensibilisation

- taxation progressive (exponentielle) et conséquente au niveau national
- droit de préemption pour secteur public
- expropriation / modification du droit de propriété (solution finale)
- obligation de justification de non-construction / obligation de définition du projet de construction dans le temps
- taxation de succession de terrains non construits
- suppression de reculs excessifs
- favorisation d'un urbanisme pour consommateur mais qualitatifs
- mutualisation du stationnement / logements indépendants d'un stationnement (en fonction disponibilité offre mobilité)
- mutualisation d'une partie des espaces verts privés
- rôle proactif de réalisation de projets de logement par les communes ; facilitateur-accompagnateur avec participation citoyenne.

4. Artisanat

- Rendre cette matière intéressante, voire obligatoire dans le système scolaire (privé/public)
- Apprendre le savoir-faire à tout le monde (échange intergénérationnel « école !
- Taux avantageux pour les réparations (vélo, électroménager, appareils électroniques, ...)
- Commencer à encourager à poursuivre des formations de menuiserie... tout l'artisanat
- Avantages fiscaux, cadre légal attractif, avantages en nature pour les indépendants et les coopératives artisanales
- Créer de la demande pour stimuler ces sociétés (Marketing, TVS, aides communales, ...)
- Encourager les résidents de la commune et faire réparer localement (campagnes de sensibilisation)
- Réserver des surfaces pour ces secteurs
- Connaitre les besoins des résidents (boulangerie, menuiserie, atelier de réparation) en organisant des questionnaires aux résidents de la commune

5. Logement

- Créer une société de développement de nouvelles formes d'habitation
- Encourager les sociétés, les entreprises et individus d'adapter leur surface à leur besoin avec des taux par rapport à la surface (surface minimale gratuit par habitant/employé)
- Favoriser la création d'appartements modulables et de différentes tailles pour différents besoins
- Garantir la même qualité de vie à toutes les formes de logement
- Imposer à tous les propriétaires en centre de vendre leur surface qu'à des fins d'habitation avec des taux avantageux
- Pénaliser fiscalement les propriétaires vendant leur bien à des gens voulant en faire une surface commerciale et les spéculateurs immobiliers et utiliser les bénéfices pour la construction de logements sociaux
- Augmenter le pourcentage des logements abordables locatifs à 50%
- Créer un cadre légal pour les coopératives d'habitation
- Ne pas construire davantage mais utiliser les surfaces déjà construites à des fins d'habitation

6. Système de centralité multifonctionnelle

- Décentralisation des administrations
- Adapter la fiscalité en faveur des TPE/PME
- Incitation à la décentralisation des filiales des grandes boîtes
- Bâtiments d'accueil multifonctionnels pour entreprises (style incubateur)
- Promouvoir des espaces publics sans barrières et qualitatifs favorisant les rencontres et l'appropriation de l'espace. Participation citoyenne.



Pour le pays :

- Logement pour tous !
- Garantir l'accès pour tous les enfants à une éducation et un encadrement qualitatifs
- Promouvoir la cohabitation multinationale

Pour la région :

- Rapprocher le travail au logement
- Soutenir les associations locales pour favoriser l'intégration
- Augmentation de la mobilité douce (80 %)
- Garantir l'accès pour tous les enfants à une éducation et un encadrement qualitatifs

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

Logement :

- Mauvaise utilisation des terrains disponibles
- Communes n'utilisent pas assez leurs droits
- Spéculation immobilière et disponibilité des terrains

Emploi :

- Zones d'activités régionales et plus d'emplois dans les communes
- Améliorer les services de proximité

Vivre ensemble :

- Donner la priorité à la mobilité douce et réduire les déplacements individuels
- Motiver les gens pour participer dans la vie associative

Éducation :

- Conditions difficiles, + diversifications d'offres

Stabiliser la croissance de manière durable

Meilleur financement des infrastructures

RECOMMANDATIONS

1. Logement

- Libération des terrains communaux pour des logements sociaux
- Création de logement encadré
- Simplification des procédures
- Création de résidences au lieu de logements libres des 4 côtés

2. Emploi

- Création d'emplois dans les communes urbaines
- Création d'emplois dans des domaines spécifiques (alimentation, crèche, artisanat, ...)
- Zones d'activités régionales

3. Éducation

- Création d'une cohésion sociale entre les crèches (jeunes) et les logements encadrés (personnes âgées)
- Formations professionnelles « Grande Région (viticole, infirmier, éducateur, chauffage, etc.)

4. Mobilité

- Augmentation des services de transport (Ruff-Bus, Late-Night-Bus, Adapto, ...)
- Garantir un transport public annoncé
- Mono-Rail (Thionville - Saint Vith)
- Tram (Esch/Alzette- Echternach, Remich-Arlon)

5. Vivre ensemble

- Soutenir les associations locales pour favoriser l'intégration (finances)
- Favoriser les services de proximité (Cafés, épiceries, parc de loisirs)
- Parrainage des nouveaux arrivés
- Transformation des places publiques en places de rencontre

6.



| | |
|----------|--|
| 1 | <p>NAT Promouvoir le vivre-ensemble et les échanges des différentes générations. La participation politique de tous les résidents est garantie. Penser au-delà des frontières / avoir une coopération territoriale transfrontalière. Un équilibre du système de sécurité sociale indépendamment de la croissance économique. Le modèle sociétal est découplé de la propriété. Décélération de la vie quotidienne (slow-living) pour être plus disponible pour la vie en famille et en société. Décentralisation des services administratifs et rapprocher logement et le lieu de travail, avec un radius maximum de 10 km.</p> <p>REG Une restructuration cohérente et participative du paysage communal. Une répartition logique (intra-communale) des infrastructures.</p> |
|----------|--|

| 2 | DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ |
|----------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Zones urbaines → concentration sur la "NORDSTAD" - Zones rurales : mutualiser ses infrastructures (ex. Reidener Kanton) - Incorporation de tous les résidents dans le développement sociétal (déficit démocratique) - Décentralisation des services de l'Etat, redistribuer dans les autres régions, implanter des nouvelles entreprises, favoriser télétravail - Mélange de types de logement - Préparer la société au mieux vivre sans posséder plus - Rapprocher le lieu de travail et le logement - Financement approprié par les communes (?) (« Gemeenge Finanzen déi den Aufgaben Rechnung dréit ») - Proposer une carte d'avenir des communes du nord (fusions) - Éviter le communautarisme : un mix sain des types de propriété |

| 4 | RECOMMANDATIONS | | |
|----------|--|--|---|
| | <p>1. Mixité</p> <p>Prise en considération de la mixité dans les décisions prises par les autorités nationales + communales en matière sociale, économique, emploi, logement, services administratifs, construction, planification, ...</p> | <p>2. CDA, Commerces et Finances communales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répartition intelligente / équilibrée des CDAs - Soutien pour permettre le développement des CDAs en liant les critères de financement des communes aux préceptes du développement territorial. - Le PDAT doit être un document contraignant - Revoir le plan d'établissement de commerces (Supermarchés) et donner aux communes le droit d'autoriser l'établissement de commerces leur permettant de gérer le développement du commerce - Pousser les fusions communales en les faisant adhérer aux CDAs - L'Etat investit dans l'emploi (start-ups, ...) en achetant immeubles et terrains - Harmonisation de l'impôt commercial - Le CDA "Nordstadt" doit devenir moteur économique de la région. | <p>3. Slow-living : Une question de croissance ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas assez de temps qualitatif ! Quelles sont les raisons ? Comment l'améliorer ? - Question de valeur : qualité de vie vs sécurité financière/prospérité matérielle. Quel rôle joue l'emploi ? - Valorisation du bénévolat - Courtes distances → formes alternatives de mobilité - Support de projets locaux et régionaux - Différentes formes d'habitation, modèles architecturaux plus flexibles |
| | <p>4. Logement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser des formes de construction rationnelles - Adapter le développement économique aux potentialités des zones constructibles disponibles - Adapter la législation RMG aux communautés du logement, développer l'AIS (Agence Immobilière Sociale) - Rechercher des formes de financement du logement en séparant le coût des terrains du coût de la construction de l'immeuble - Promotion de "Anliege – und Einliegwohnungen" (logements multi-générationnels) | <p>5.</p> | <p>6.</p> |



- 1** *Pour le pays :*
Valoriser les forces de chaque région et élaborer la complémentarité de celles-ci. Rapprochement des citoyens dans leur diversité autour des valeurs communes.
- Pour la région :*
Des villes rayonnantes avec des centres vifs pour faire revivre les régions. Recréer la proximité afin d'augmenter la qualité de vie quotidienne et la qualité des échanges sociaux.

- 2** **DEFIS PRINCIPAUX A RELEVER**
- 1- Réduction de la consommation du sol - dissociation de la croissance de la consommation des ressources nationales
 - 2- Maîtrise de la propriété foncière
 - 3- Encouragement de l'intégration et échanges interculturels et interrégionaux
 - 4- Décentralisation des emplois
 - 5- S'appuyer sur les ressources locales
 - 6- Créer une identité locale avec des valeurs communes
 - 7- Relier logements et zones d'activités

| 4 RECOMMANDATIONS | | |
|--|--|---|
| 1. Réhabilitation urbaine → Remettre la vie dans les centres villes, se loger, se détendre et travailler dans son quartier - Créer des événements culturels ou musicaux simples et faciles d'accès : concert de midi, harmonie locale dans les parcs ou places publiques - La commune doit assumer les créances locatives des espaces commerciaux et supporter les commerces en début de cycle - Répartir les emplois tertiaires de façon à animer uniformément les centres villes - Prévoir des « chambres d'amis partagées » - Prévoir des caves colocation pour libérer les surfaces habitables (vélos, poussettes, ...) | 2. L'emploi à localiser sur place - Le sud doit rendre sa fiscalité auprès des entreprises plus attractive en diminuant les impôts qui s'avèrent plus élevés qu'ailleurs - Les sociétés à haute valeur ajoutée s'installent plus volontiers permettant d'apporter une image de marque positive à la région - En mettant en place un marketing commun et en s'appuyant sur l'installation d'entreprises valorisantes favorisant d'autres créations d'emplois et améliorant ainsi la renommée de la région - Favoriser l'implantation de back-offices dans le sud et si nécessaire les front-offices en ville | 3. Créer les outils pour le dialogue social - Créer des logements « Habitat intergénérationnel » avec espaces partagés - Favoriser les services de proximité / échanges de services (garde d'enfant, courses, ...) - Installer des conciergeries de quartier (petits emplois, prêt d'outils, ...) - Profiter de la création de fermes urbaines pour créer le circuit et la relation producteur - consommateur dans un espace restreint et dans une optique d'économie circulaire, sociale et solidaire |
| 4. Identité locale avec valeurs communes - Développer un sentiment d'appartenance pour une mise en commun des espaces publics et privés (jardins ouvriers, parcs...) afin de rendre actifs les habitants dans la vie de la commune, les fidéliser et qu'ils fassent la promotion de leur région. | 5. | 6. |



1 Pour le pays, nous souhaitons un développement décentralisé. En ce qui concerne la mobilité, la voiture est utilisée pour des déplacements occasionnels, et de plus en plus partagée (co-voiturage). Les transports en commun sont améliorés : pour les déplacements réguliers, ces transports en commun relient les différentes communes entre elles, toutes les zones d'activités et les différentes régions rapidement et sans temps d'attente. Des pôles d'échanges facilitent le modal-split. Une voie ferroviaire vers Sarrebruck est en place et les pistes cyclables relient tout le pays pour faciliter les déplacements en vélo, au travail notamment. Dans la région Centre, une ligne de train directe et des bus directs avec leur voie réservée relient LU-Ville à Esch en 10 minutes.

En ce qui concerne les activités professionnelles, les constructions en périphérie permettent de rapprocher les lieux de travail des lieux de vie. Des espaces de coworking sont développés et le télétravail ainsi que l'aménagement du temps de travail sont facilités. La décentralisation de la région Centre permet de déplacer l'aéroport cargo dans le nord du pays.

Grâce à des dispositions fiscales en place et à la revalorisation des terrains à prix équitables, la promotion immobilière a un but social en plus de spéculatif. Les logements inoccupés sont taxés et l'Etat construit des logements pour location à prix abordables. Des logements mixtes sont développés. Grâce à un recyclage maximum et le développement de l'économie circulaire, les déchets organiques permettent de chauffer les quartiers où le mix intergénérationnel est garanti.

Les ressources telles que la production alimentaire et les soins médicaux sont présents et assurés en suffisance.

Le patrimoine du Luxembourg est préservé, parfois sous forme de rénovation et d'affectations nouvelles.

2 DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- 1- Mieux organiser la mobilité pour diminuer le trafic routier et augmenter les transports en commun
- 2- Mentalité
- 3- La loi luxembourgeoise et simplification administrative
- 4- Recyclage
- 5- Gérer les ressources naturelles et alimentaires
- 6- L'utilisation de l'énergie renouvelable par exemple installations photovoltaïques
- 7- Concurrence pour l'utilisation du sol
- 8- Disponibilité des médecins dans les communes (soir et weekend)
- 9- Harmoniser et contrôler la promotion immobilière dans le but de permettre un accès à la propriété pour la population résidente active et frontaliers via des logements à prix abordables.

4 RECOMMANDATIONS

| 1. Partager la route | 2. Urbanisme de qualité | 3. Partager le territoire |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des emplacements et de l'accès en ville pour les voitures chaque année de 5% - Améliorer les transports en commun <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des nouvelles lignes de train performantes et ultrarapides vers Strassen, Steinfort et Arlon • Mettre en place une ligne directe de train entre Esch et la Ville • Mettre en place une ligne de train directe vers la Sarre • Dédoubler la capacité des lignes et des gares et en optimiser la gestion • S'inspirer des bonnes pratiques à l'étranger pour assurer la ponctualité • Adapter les feux rouges à la circulation des bus électriques • Mettre en place des voies réservées aux bus aux heures de pointe • Augmenter les couloirs de bus en ville - Construire un réseau de pistes cyclables rapide et sécurisée qui relie tout le pays et développer les infrastructures (par exemple pont de Neudorf) | <ul style="list-style-type: none"> - Développer des services élémentaires de proximité - écoles, centres médicaux, commerces via la création de centres de minimum 10000 habitants - Densifier les centres - Créer de nouveaux terrains constructibles dans des endroits réfléchis - Préserver des couloirs naturels - Mieux protéger le patrimoine - Permettre à l'architecture de se diversifier (constructions originales) - Création de logements autonomes en énergie - Utilisation des ressources naturelles - Exploiter les infrastructures publiques pour l'énergie renouvelable | <ul style="list-style-type: none"> - Créer des centres et des zones d'activités en dehors de la ville - Créer des espaces de coworking aux frontières et développer le télétravail - Adapter l'offre de mobilité et des transports en commun - Réaliser des études pour déterminer les infrastructures qui font du sens d'être décentralisées - Développer des commerces dans les CDAs et installer des grands commerces près des frontières - Prévoir des crèches sur les lieux de travail |
| 4. Ouverture des lois | 5. Vers un changement de mentalité | 6. |
| <ul style="list-style-type: none"> - Obligation de construire dans les deux ans sinon taxe par mètre carré sans exception pour les terrains vides - Adopter le cadre réglementaire : détacher le contrat de construction de la vente de terrain - créer un guichet unique pour les autorisations - Harmoniser le cadre réglementaire pour le télétravail - Faciliter l'expropriation d'intérêt public en permettant une compensation - Mettre en place une simplification administrative et judiciaire | <ul style="list-style-type: none"> - Eduquer les générations futures - Sensibiliser et informer les gens via des campagnes dans les médias - Inciter les changements de comportements en récompensant les comportements positifs comme par exemple donner un emplacement prioritaire s'il y a au moins 3 personnes dans la voiture - Reconnaître le "télétravail" dans les transports en commun | |



1

National :

- mobilité : réduction de la mobilité individuelle en faveur d'une mobilité plus intelligente et plus propre. 80% des déplacements se font par des transports en commun efficaces
- habiter : Garantie d'avoir des logements adéquats. Des quartiers multifonctionnels et des formes d'habitation qui promeuvent la mixité sociale et qui renforcent les liens de voisinage et les solidarités de proximité (communauté).
- travailler : Changer de mentalité dans le tissu économique. Promouvoir les entreprises moyennes innovantes et renforcer leur rôle de colonne vertébrale de l'économie nationale.
- alimentation : L'alimentation est fournie principalement par une production locale. La quote-part est augmentée afin de pouvoir alimenter la population de produits locaux et régionaux.
- éducation : dans la mesure du possible des écoles de proximité (avec des accès flexibilisés)
- bien-être : mise en équilibre de la croissance économique et du bien-être en faveur d'un sentiment de bonheur et de satisfaction → r un équilibre entre le bien-être et la croissance économique en vue de de se sentir heureux et satisfaits → critère de suffisance

Régional :

- air propre
- moins de bruit
- une infrastructure efficace

2

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVER

- Courage politique et consensus. Décider de grands investissements pour aujourd'hui et demain. Myopie politique.
- Mentalité de la population au Luxembourg -> NIMBY, résistance au changement
- Flexibilité
- Manque de mentalité et de collaboration transrégionale et transfrontalière
- Lourdeur administrative. Réglementations trop contraignantes.
- Financement.
- Croissance économique continue pour soutenir ce programme.
- Consommation. Offre excédentaire m2 face au commerce économique.

4

RECOMMANDATIONS

1. Valoriser l'environnement

Un environnement intact avec une grande biodiversité et une agriculture durable pour la protection des réserves d'eau potables et avec un potentiel pour des énergies renouvelables.

2. Décentralisation

Nous recommandons une décentralisation des services, des emplois, des écoles pour les rendre plus près de la population, afin de diminuer les déplacements, diminuer les embouteillages, diminuer la pollution, réduire les coûts d'énergie et augmenter la cohésion sociale et ainsi la qualité de vie en général.

3. Création d'emploi

- Rendre effective la politique déjà propagée et décidée – particulièrement en matière de Z.A.C. pour les PME locales.
- Développement touristique (p.ex. œnologie)

4. Améliorer la mobilité

Nous recommandons des bus express sur les axes principaux avec des navettes, des pistes cyclables avec des M-Box pour entreposer les vélos aux P&R ou arrêts.

Un pacte –mobilité : Incitation (fiscale, économique, ...) des employeurs à promouvoir les transports en commun par des aides financières et des réductions d'impôts aux employés.

5. Nouvelles formes de logement

Nous recommandons plus de baux emphytéotiques, une densité plus élevée garantissant une mixité sociale (multigénérationnel, ...) ainsi que la promotion de formes d'habitation alternatives et la création de commerces locaux & de services d'intérêt général.

6. Coopération interrégionale

Inclus dans les recommandations 1-5



- Un développement régional centralisé, un développement national décentralisé.
- Une politique internationalement coordonnée.
- Un meilleur transport public (sur demande & flexible) (cf. Ruffbus).
- Des services de proximité dans les domaines de la santé, de la production et de l'approvisionnement alimentaire, favorisant idéalement la mobilité douce aussi dans les petits villages.
- Une bonne diversité des emplois.
- Des modèles et lieux de travail flexibles (coworking, télétravail, ...).
- Pour chaque village un équilibre entre travail-vivre-culture à courte distance.
- Un réseau de pistes cyclables continu pour les habitants, en faveur d'un tourisme doux et d'un respect mutuel entre piétons et cyclistes.
- Une agriculture durable, régionale et abordable sous forme de « abonnement agriculteur » (*style AMAP ?*)
- Une bonne diversité sociale
- Habitat partagé avec infrastructures partagées (chambres d'amis, outils, ...) (cf. « Wunnen op der Woltz »)

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- Comment pouvons-nous développer Ettelbruck/Diekirch comme une ville à part entière et cohérente ?
- Comment pouvons-nous réussir à habiter là où nous travaillons pour réduire les déplacements (chemins courts) ?
- Comment pouvons-nous maintenir une mixité sociale (p.ex. pauvre et riche) dans le Nord ?
- Comment pouvons-nous créer un emploi diversifié si nous vivons dans une économie de marché ?
- Comment pouvons-nous promouvoir l'écotourisme dans la région du Nord ?
- Comment pouvons-nous changer la mentalité des personnes vis-à-vis des voitures, le logement, le travail ?
- Comment pouvons-nous convaincre des entreprises d'avenir (FinTech, IT, E-mobility) de s'installer dans le Nord ?
- Comment pouvons-nous améliorer le transport public / la mobilité douce tout en évitant des bus vides ?
- Quel approvisionnement de base pour nos localités et comment la réaliser/gérer ?
- Comment pouvons-nous diminuer les coûts de l'habitat sans rendre les propriétaires malheureux et sans provoquer de « crash » ?

RECOMMANDATIONS

1. Referendum dans la Nordstad

Nous souhaitons organiser un référendum afin d'avoir une seule et grande ville, la Nordstad.
Décentraliser les administrations étatiques et les implanter dans le Nord, comme l'AGE (Ministère de l'Agriculture, etc.)

2. Maisons médicales supplémentaires

Réduire les trajets longs pour se rendre à la maison médicale d'Ettelbruck.
Ouverture de 3 maisons médicales supplémentaires, p.ex. Rambrouch, Wiltz, Troisvierges.
Fonctionnement selon le modèle d'Ettelbruck.
Disposition de médicaments de base à la maison médicale.
Meilleure rémunération des médecins généralistes pour assurer le service.

3. Augmenter la ponctualité & la cadence des trains dans la région Nord

Développer les transports publics pour « matcher » l'offre et la demande.
Anticiper le développement et de ne pas courir derrière.
Rendre l'exploitation efficace & fiable.
Le train doit pouvoir rouler dans les 2 sens en même temps → double voie sur la ligne du Nord.



1 Croissance de population maîtrisée, équilibrée et intelligente dans un environnement de qualité.

Un Luxembourg, où les enfants vont à l'école à pied, font leurs achats à côté, se sentent en sécurité et rentrent à la maison dans leurs écoquartiers modulables, intergénérationnels.

Les citoyens sont fiers d'être digitaux, locaux, intégrés, verts et travaillent 20 heures par semaine, à proximité, et en s'investissant le reste du temps dans leur communauté.

Il y a des événements culturels, mixtes, musicaux, artistiques et des marchés locaux bio.

2 DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- Préserver / Améliorer l'environnement
- Restructurer les prix du logement
- Réduire la mobilité individuelle et créer un système de transports publics performant
- Intégration des différentes populations → relations harmonisées à créer (cohésion sociale)
- Coordination régionale de l'aménagement du territoire
- Décentralisation
- Mentalités

4 RECOMMANDATIONS

1. Mobilité

Privilégier les transports publics et la mobilité douce en garantissant une offre fiable et de qualité + large.

2. Décentralisation des fonctions / activités à haute valeur ajoutée

Concentrer l'université sur un site à Esch-Belval et booster l'écosystème « innovant » incluant formation, recherche, PME et start-up innovantes et multinationales.

3. Réserves des espaces agricoles et circuits courts

La réservation des surfaces pour encourager par les écolabels la production de produits locaux biologiques, distribués par des circuits courts pour une alimentation saine, ayant contribué à la création de nouveaux emplois, à la réduction des émissions CO2 et à la conservation de la nature et des paysages.

4. Logements

Promouvoir la propriété foncière publique, limiter l'influence des promoteurs privés, voir leur imposer des règles strictes pour favoriser les écoquartiers mixtes et biodiversés.

5.

6.



- 1
- Stabiliser la croissance / population, équilibre dynamique
 - Remise en question de la propriété privée (partager au lieu de posséder)
 - Union économique Grande Région (au lieu de national) :
Idem au niveau national vs communal
 - Communautés urbaines
 - Autonomie alimentaire et circuits courts
 - Intégrer toutes les générations dans un projet de société
 - Dégager des heures de travail pour travailler pour la communauté et famille
 - Cadre de vie attractif, paysage construit et espaces libres - beauté (c'est beau chez nous, nous ne ressentons plus le besoin de partir en vacances)
 - Repenser le système électoral (favoriser la dynamique de vision à long terme)
 - Répondre certaines valeurs de l'indice de bien-être (biodiversité, scellement, qualité eau/air/sonore paysage, patrimoine, architecture, culture, langues et traditions)

2 DEFIS PRINCIPAUX A RELEVIER

- Mettre à disposition des outils / subsides par l'Etat / commune / communauté
- Transport routier / embouteillages
- Densification vs besoin d'espace (privé / public)
- Maintenir voire augmenter la biodiversité
- Encourager la production énergétique / alimentaire
- Culture de la transparence et changement des mentalités
- Nombre suffisant de logements abordables
- Réorganisation territoriale / communale pour une optimisation de l'utilisation des ressources naturelles, humaines et coordination des efforts
- Qualifier la population autour des défis de la société
- Cultiver le patrimoine luxembourgeois (langue, architecture, tradition, etc.) et assurer leurs survies pour les générations futures

4 RECOMMANDATIONS

1. Mobilité

- (Rapprocher) Construire des zones de logements à proximité des zones d'activités
- Augmentation des fréquences de transport (aux heures de pointe, un bus toutes les 5 minutes)
- Voiture en ville uniquement pour les résidents (péages)
- Création supplémentaire de parkings en dehors des villes
- Création de voies de covoiturage en dehors des villes (autoroutes)
- Relier tous les quartiers / communes par des voies cyclables et aux centres villes
- Faire venir les veloh' dans tous les quartiers
- Création d'une vignette (taxe) pour circuler en ville
- Acceptation uniquement de voitures peu polluantes
- Création de voies rapides cyclables (souterraines)

2. Maîtrise de la pollution

- Sensibiliser et encourager pour éviter tous les emballages superflus (élèves, cantines, maisons relais)
- Principe du pollueur-payeur (enlèvement du déchet au poids en tenant compte de la composition des ménages)
- Consigne obligatoire sur toutes les bouteilles (plastique, verre...) et canettes
- Taxe à prélever sur les emballages de fast-food
- Prévoir obligatoirement des dispositifs de recyclage (de taille adaptée) dans les lotissements et résidences
- Réduire le trafic motorisé, notamment en ville (ville avec un minimum de voitures)

3. Logement

- Augmentation de la densité des logements tout en offrant une plus grande variété des typologies d'habitats (adapté aux différents stades de vie)
- Augmentation du cadre de vie ; moins de consommateurs de sol
- Instaurer une taxe pour les logements vides et pour les terrains non construits
- Les communes doivent aussi construire des logements sociaux
- Logement coopératif et autre qualité de vie
- Participation de la population dans l'élaboration des lotissements

4. Alimentation

- Taxe supplémentaire pour les importations de produits productibles localement
- Construire avec l'idée de produire en copropriété (toits verts)
- Planter des arbres fruitiers dans les espaces publics au lieu des platanes par exemple
- Créer des espaces vente / production locale et bio
- Exemplarité de la fonction publique / communes à consommer / faire appel au local

5. Paysage et biodiversité

- Sauvegarder d'urgence les paysages encore plus ou moins intacts et les biotopes naturels encore existants par des mesures de protection efficaces.
- Leur destruction doit rester ultra exceptionnelle, avoir un prix fixé d'avance et être compensée obligatoirement dans un rayon proche (inférieur ou égal à 10 km) (au pays !)
- Réorienter l'agriculture vers des pratiques plus naturelles : agrobiologie, surfaces structurées (arbres isolés, haies, bosquets,...), variété et rotation des cultures, assolements, maraîchage, volailles à l'air libre
- Arrêter de redresser les cours d'eau, renaturer ceux déjà canalisés/redressés
- Réglementer la production des déchets inertes (en vue de la réduire)

6. Ressources / énergies

- Diminution des ressources fossiles et leur importation
- Forcer l'utilisation des ressources locales et renouvelables :
 - Créer des parcs énergies renouvelables
 - Imposer l'intégration des énergies renouvelables dans l'architecture nouvelle et existante
 - Récolter les eaux pluviales et les utiliser dans le circuit interne de l'habitat
 - Favoriser l'autoconsommation
 - Transformer les déchets en énergie



- 1
- Mettre l'accent sur la famille et donner les moyens financiers € éducation : enseigner plus la tolérance et les valeurs primaires
 - Donner des moyens financiers aux communes qui visent un maintien de la faune et de la flore € à savoir, là où le flux touristique est élevé, l'impact négatif à réparer aura un important impact sur la nature.
 - Agriculture € se diriger plus vers une agriculture biologique
 - Créer une économie touristique contemporaine
 - € Promouvoir une infrastructure touristique durable permettant un tourisme écologique de qualité
 - € Promouvoir la production régionale, arriver à un pourcentage de plus de 50 % de production biologique
 - Mise à disposition de moyens financiers supplémentaires
 - Amélioration de l'infrastructure visant l'amélioration de la qualité de vie
 - Promouvoir les fusions entre les communes pour l'élaboration / la mise en place d'infrastructures pour l'éducation (prévoir des bâtiments +++plus grands)
 - La solidarité doit être véhiculaire € changement de mentalité !

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVIER

- Solidarité entre les communes et les régions → subsidiarité
- Élargissement des concepts de mobilité douce au-delà des lieux de travail
- Des communes trop petites. (Nous avons besoin de moins de communes). Une diminution du nombre des communes facilitera la mise en œuvre de projets.
- Convaincre les politiciens pour changer de cap
- Changement des mentalités
- Conflit entre la nature et l'utilisation des terrains pour la construction
- Education de la population pour aller vers plus de solidarité et moins d'individualisme
- Mettre en avant les productions bio luxembourgeoises
 - Cadre légal à adapter
 - Accorder des subsides qu'aux personnes / producteurs BIO
 - Mise en place d'un service de contrôle qui CONTROLE et pas que sur le papier → augmentation coût financier
 - Éviter les monopoles → concurrence déloyale des gros producteurs utilisant des produits chimiques
 - Peu de promotion "made in Luxembourg"
- Financement des mesures de l'agriculture biologique et durable (subsides aux paysans)
- Financement des mesures de conservation de la biodiversité

RECOMMANDATIONS

1. Tourisme durable

- Valorisation des ressources / structures disponibles
- Réduire l'impact sur la nature / biodiversité
- Diversifier l'offre en structures d'hébergement (familles, personnes âgées, jeunes, groupes, ...)
- Promouvoir la collaboration entre l'HORESCA et les producteurs locaux (plateformes d'échanges, ...)
- Valorisation / développement d'un tourisme cohérent et uniforme à travers la création d'un 'NaturPark Musel'
- Création et promotion d'une image unique de la région Est (signalétique, réseaux de transport, ...)

2. Agriculture biologique

Vu le nombre actuel des producteurs bio dans le pays, il y a lieu de promouvoir et de soutenir cette agriculture qui joue un rôle important dans le maintien de l'environnement et de la santé des consommateurs et des producteurs. Ainsi il y a lieu, dès le plus jeune âge, de sensibiliser aux façons de consommer par les moyens de l'éducation et d'un changement de mentalités. Les infrastructures de vente de ces produits doivent être développées et promues. Les quotas des produits bio doivent être fixés à 50 % de la production totale.

3. Famille

Il s'agit de mettre la famille au centre des préoccupations en créant des infrastructures de proximité réparties de façon solidaire et équitable, en fonction des besoins de la société actuelle et de la démographie future : mutualisation des infrastructures dans les lieux les plus peuplés de la région et les plus facilement accessibles (écoles, maisons relais, crèches, soins médicaux, structures pour seniors, ...)

Un accent est à apporter au caractère multigénérationnel des équipements.

4. Éducation

- Élaborer des programmes éduquant et promouvant la consommation responsable et équitable, tout comme la solidarité / l'engagement social (type éducation civique) dès le plus jeune âge
- Intégrer des activités pratiques expliquant et promouvant le fonctionnement de l'économie circulaire dès le jeune âge
- Promotion des liens / contacts sociaux et de la solidarité à travers des activités / interactions intergénérationnelles (maison relais +école primaire +maison de retraite, ...)

5. Biodiversité

La région Est se présente actuellement par une riche biodiversité. Il existe une variation diverse aussi bien au niveau des espaces verts qu'au niveau de la faune et de la flore. Il importe avant tout de préserver ce riche patrimoine et de créer des couloirs verts au-delà des frontières régionales. Avant tout il faut s'assurer de préserver une bonne qualité de l'eau potable. Il faudra trouver des programmes afin de transformer le moins possible de terres labourables en terrains de constructions. Par des actions appropriées motiver les habitants à être fiers de leur région et en conséquence qu'ils s'engagent à conserver l'état actuel de la biodiversité et là où nécessaire aider à trouver des solutions pour éviter toute dégradation possible.



- 1 Energie → autorité nationale → Indépendance de ressources non-renouvelables sans consommation supplémentaire de sols
Alimentation → Produire localement de manière durable
Emplois → dans la région- circuits courts
Mobilité (matching les emplois) → Transport public rapide sur les axes publics principaux
Nature
Culture, loisir, patrimoine culturel → des offres équitables dans toutes les régions, financées de manière équitable
Redéfinition des CDA avec les acteurs régionaux

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVIER

- Législation compliquée pour collaborations régionales (PAG)
- Valorisation des produits locaux par le consommateur, promouvoir les produits alimentaires locaux
- Stratégie nationale pour permettre au niveau régional/local un environnement fertile pour la réalisation des visions
- Formations en fonction du développement de la région (p. ex. bois—scieur/charpentier)
- Des formes d'habitat diversifiées pour que tout le monde y trouve sa place → acceptation, commun plus important que le particulier
- Covoiturage réglementé ou soutenu / transport public coordination grands axes / solutions pour le 1^{er} et dernier kilomètre
- Devenir autonome au niveau énergétique avec des énergies renouvelables
- Emplois qui correspondent aux profits des habitants → flexibilisation du travail
- Reconnaître l'importance de la culture / égalité des chances au niveau de l'offre de l'aménagement du territoire / l'éducation à la culture est fondamentale/échange social / identification / intégration par la culture / financement plus égalitaire

RECOMMANDATIONS

1. Nature et produits locaux durables

- mise en place d'une plateforme de présentation et de promotion des produits locaux
- forcer les surfaces commerciales à installer, promouvoir et augmenter la visibilité des rayons avec des produits régionaux et locaux
- subvention intensive et intelligente des producteurs de denrées alimentaires
- régularisation des différents secteurs agricoles, production, distribution, vente
- minimiser l'étalement urbain en respectant les plans (sectoriels ? /cadastral ?)
- créer des synergies entre agriculture et protection de la nature

2. Energie

Etude détaillée pour analyser les besoins régionaux suivi d'un plan national régional pour installation de formes d'énergie renouvelables. Promotion et subvention intelligente de plantes à pouvoir énergétique pour la réduction de l'importation de matière première pour centrales biogaz, incorporation dans les rotations culturales, sensibilisation pour une utilisation rationnelle d'énergie (chauffage, lumière, climatisation) → subvention régionale supplémentaire pour supporter l'utilisation rationnelle d'énergie Installation systématique (même obligatoire ?) d'installations photovoltaïques sur les toits des halls industriels, centres commerciaux et bâtiments publics.
Augmentation substantielle de la capacité du réseau pour l'augmentation en énergie. Soutien et subvention pour encourager l'autonomie des ménages privés. Encourager, organiser la formation continue pour les entreprises du secteur d'énergies renouvelables.

3. Redéfinition des CDA dans le Nord

1. Analyse avec les actions régionales sur les rôles actuels et futurs des CDA (habitation, emploi, culture, enseignement, service).
2. Redéfinition des CDA « Nordstad (ordre moyen « Esch) avec un rôle régional plus fort et une collaboration (Bissen, Feulen, Mersch, Hosingen)
3. Les rôles régionaux doivent être correctement pris en compte dans le financement des communes (culture, service, sport).
4. Décentralisation des administrations.

4. Mobilité

1. Ramener les emplois adaptés vers les habitants tout en répondant à leurs besoins (déconcentration des services publics, création d'emplois public tourisme)
Santé : garder et renforcer l'offre du CHDN : Hôpital St. Louis / Wiltz
- Améliorer la rapidité des grands axes : contournements, lignes grande vitesse et train
- Favoriser la mobilité douce ((?) des voies rapides et sécurisées pour vélos, car sharing/covoiturage/vélos électriques à libre-service)

5. Logement et culture

Compétence urbanistique intégrée régionale (différent de communal) → logement, énergie, loisir, infrastructure, emploi) → mixité (crèche + CEPA) activité professionnelle et logement, logement collectif
Bâtiments réaffectés p. ex. industrie qui devient commerce, logement
Bâtiments démontables → économie circulaire → choix de matériaux renouvelables , zones de parking (?) perméables ?
Viabilisation des centres - villes - villages pour a) mixité des utilisations
Revitalisation de la communauté humaine (convivialité urbaine) → réduction mobilité p.ex. mise à disposition à faible coût des locaux commerciaux, animation dans les rues
Bonne mixité entre les espaces privés et publics → (?) (?identification)
) → formes de vie alternatives (colocation intergénérationnelles, logements ?
(? innovants ?), offre culturelle équitable par cofinancement étatique équitable.

6. Emplois

- Planification des zones au niveau régional (différent de communal)
→ proximité logement, mobilité
→ utilisations partielles partagées
→ création d'un « masterplan » régional »
- Activité professionnelle/logement/mobilité
- Formation et formation continue
=valorisation des RH= polyvalence évolutive durant la vie
- revalorisation de l'artisanat, compétences évolutives
- mixité des activités dans les zones → artisanat/commerces/services/industrie légère
- activités péri-emploi (balades, yoga, fitness) entre entreprises
- flexibilisation de l'emploi, temps et lieu
- décentralisation de l'emploi. Tout d'abord services étatiques, implantations entreprises + accords territoriaux entre entreprises



- 1
- Croissance qualitative durable
 - Promotion de la mobilité douce
 - Maintenir la cohésion sociale
 - Conservation de l'identité et du patrimoine de la région (+ renforcement)
 - Développement de concepts innovateurs afin de conserver l'air propre et de réduire les nuisances et la pollution de lumière
 - Utiliser la culture pour le développement territorial (levier économique, social et touristique)
 - Chemins courts entre logement et travail (décentralisation de l'emploi)
 - Préservation de la faune et de la flore
 - Limiter l'utilisation des surfaces
 - Planification transfrontalière ! (2050)
 - Changement de mentalité (éducation, ...)
 - Participation des citoyens aux processus de décision (local et régional – projets etc.)

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVIER

- prévoir des réglementations (lois) permettant d'autres formes d'habitat (dans des quartiers mixtes)
- Glocal Networking
- Réduction des nuisances sonores
- Respect de la nature et des zones protégées
- Priorité aux transports publics / vélos / co-voiturage (infrastructures)
- Limiter les conséquences négatives du modèle économique
- Cohésion sociale sous tous ses aspects (p.ex. salaire médian, éducation, perméabilité sociale, etc.)
- Participation citoyenne
- Amélioration de la qualité de l'air (CO2)
- Changement de la mentalité vers une responsabilité sociale

RECOMMANDATIONS

1. Qualité de l'air

- Changement parc automobile -> énergies alternatives (H)
- Incitations et taxations fiscales cohérentes et combinées
- Promouvoir mobilité douce
 - voies express pour vélos
 - réglementations (Pedaloc) -
- > 35kmh
- Rendre l'offre des transports publics plus performante

2. Patrimoine industriel

- Relevé général P.I. -> diagnostic -> protection -> sauvegarde -> revitalisation
- Promouvoir la sensibilité de la population -> rendre visible et accessible
- Mener à bien la candidature de la région "homme + biosphère" -> identité/mémoire de la région
- Continuer revitalisation des friches et donner la priorité aux friches avant les zones non constructibles / vertes
- > Mise en place d'espaces verts

3. Mobilité douce

- création de voies express pour vélos
- innover avec tram région-sud / plateformes de transport vers centre
- équiper le transport public de moteurs électriques/hydrogènes
- améliorer l'offre auto pédestre à l'intérieur des villes
- liaison des différents P.O.I. par des pistes cyclables

4. Espaces verts de proximité

- espaces verts menant de la nature vers les centres-villes par les différents quartiers (corridors verts et bleus)
- donner une priorité aux espaces verts et publics dans la planification des nouveaux quartiers
- considérer et aménager les espaces verts et publics comme lieux de rencontre (cohésion)
- motiver par des bonus la verdurisation des bâtiments (toitures, murs, terrains perméables -> cf. règlement des bâtisses de Berlin)
- Verduriser les cours d'école et les ouvrir comme lieux de rencontres (jardins urbains)

5. Cohésion sociale et participation citoyenne

- Droit de vote pour étrangers avec campagnes de sensibilisation adéquates auprès des citoyens luxembourgeois
- Elaboration de structures de participation (modérateurs, traducteurs à disposition)
- Politique de mise en valeur des compétences des citoyens
- Politique de partage des richesses intergénérationnelles + couches sociales

6. Economie locale

- Création de zones franches dans la Grande Région (fiscal, ...) ECBC
- Fixer un plafond (moratoire) pour la construction de grandes surfaces à l'extérieur des villes.
- Condition : 1 grande surface à l'extérieur -> 1 petite surface à l'intérieur (ex. Cactus Brill)
- La ville peut agir : acheter des locaux vides et les louer
- La commune doit soutenir des initiatives locales et offrir les infrastructures nécessaires (localités pour théâtres, marchés, etc.)



- 1 Le Luxembourg est indépendant en eau potable. Les nappes phréatiques seront en bilan positif.
Transports publics performants en remplacement des voitures individuelles.
Toutes les cantines publiques utilisent des produits locaux et régionaux.
L'éducation promeut une conscience du développement durable (écologique, social et économique).
Valorisation du travail social.
Flexibilité du travail.
Bilan équilibré en termes énergétiques.
Parc locatif public en augmentation (villes vivables, développement durable)
Garantie des protections sociales et de santé.
Résolution des problèmes des émissions nocives.
Cohérence de nos actions par rapport au développement durable.
Agriculture régénérative.
De bons habitats naturels (biodiversité).
Responsabilisation de la politique et des citoyens.
Une vraie participation citoyenne.
Économie responsable.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- 1- Non gaspillage et respect des ressources naturelles
- 2- Le monde politique doit rendre des comptes, être responsable
- 3- Repenser le modèle de croissance : un modèle durable orienté vers le long terme, social, bien-être, respect de la nature
- 4- Transformation du modèle agricole vers un modèle régénératif (permaculture)
- 5- Interdiction des dérivés du pétrole, produits chimiques, (polluants, nocifs)
- 6- Préparer les services de secours aux nouveaux défis
- 7- Engagement global de la population vers une société plus solidaire
- 8- Réduire les besoins de déplacements de la population
- 9- Respect des accords climatiques internationaux

RECOMMANDATIONS

1. Phénomènes météo extrêmes

- Inondations, grand froid, canicule :
 - Autoriser le télétravail (frontalier ou non) des employés pour raisons climatiques
- Inondations :
 - Responsabiliser et sensibiliser, impliquer les citoyens dans grands entretiens
- Inondations/sécheresses :
 - Bassins, citernes supplémentaires de rétention avec filtres (= retenir + réserve)
 - Système d'alerte performant
 - Replanter des haies entre les champs
 - Aménagement de parcs dans toutes les zones résidentielles/bureaux, industrielles avec des arbres divers et variés
 - Semences paysannes adaptées à la sécheresse (difficultés climatiques extrêmes)
 - Investir dans la recherche scientifique → performances énergétiques (résistance matériaux)

4. Raréfaction des ressources naturelles

- 1- Agriculture de production de fruits et légumes locaux
 - 2- Entreprises utilisent trop de ressources (faire une étude sur l'impact des ressources naturelles)
 - 3- Réduction de l'utilisation des pesticides et produits chimiques
 - 4- Favoriser l'agriculture biologique / permaculture
 - 5- Taxation de l'eau potable + importante / eau usée
 - 6- Utilisation de l'eau de pluie / eau grise
 - 7- Zones de protection des sources
 - 8- Réduire la circulation motorisée individuelle
- ECONOMIE CIRCULAIRE → réutilisation des ressources

2. Réserver les surfaces et corridors nécessaires à l'adaptation et au développement des réseaux d'infrastructure (mobilité, énergie, eau, communautés) « POS ou Plans Sectoriels

- Rapprocher le logement du travail et écartier les voitures :
 - Développement d'un réseau ferroviaire, de bus et de vélos (éviter « single point of failure »)
 - Planifier nouvelles cités sans voitures, mais avec mixité des fonctions
 - Taxer les déplacements en voiture privée par km
 - Arrêter de "subventionner" les produits pétroliers et internaliser les coûts externes
- Augmenter la production des RES, électricité / gaz / chaleur / froid
 - Réduire la consommation d'énergie (réutilisation de la chaleur fatale, mobilité + efficace)
- Obligation panneaux solaires sur toutes les surfaces scellées
 - Développer l'éolien
 - Stratégie d'utilisation biomasse
- Adapter réseaux aux RES et à la production décentralisée → besoins corridors réserves

3. Surconsommation du sol / scellement du sol

- 1a- Imposer toitures vertes dans zones économiques + industrielles
- 1b- Imposer toitures vertes dans zones d'habitations pour uni- et plurifamiliale
- 1c- Taxes eaux usées en fonction des scellements des surfaces (CSS)
- 2a- Densification des formes d'habitations, dents creuses (« Baulücken »), réduire les surfaces des habitations au sol
- 2b- Réduire les infrastructures routières, revêtements perméables des surfaces de l'espace public
- 3- Renaturation des cours d'eau
- 4a- Agriculture régénératrice - permaculture -mixité des plantations
- 4b- Favoriser les plantations des haies et arbustes entre les lots
- 5a- Repenser le processus de production dans le cadre de la construction de nouvelles unités de production - production dans le bâtiment si plusieurs niveaux
- 5b- Augmentation de l'impôt foncier
- 5c- Evaluation de l'impact d'utilisation du sol pour les industries et autres établissements économiques
- 6- Décontamination et réaffectation des friches industrielles (cf. impôts financier)
- 7- Taxes du scellement du sol pour nouveaux quartiers (non dues sur réaffectations)



Régionale et nationale :

- Economie circulaire : Utilisation et génération des ressources renouvelables. Participation monétaire de la population (locale) à l'économie. Recyclage régional.
- Efficience et efficacité dans l'utilisation des ressources.
- Energie : Production de l'énergie renouvelable décentralisée.
- Gaspillage : Eviter les gaspillages.
- Taxes écologiques : énergies fossiles, produits toxiques (pesticides). Utiliser comme outil de persuasion pour inciter la population à appliquer un comportement plus résilient. Minimiser la taxation sur énergies renouvelables locales d'autoconsommation -> système bonus-malus.
- Travail : Rapprocher ou combiner les lieux de travail avec les lieux de vie. Promotion de nouveaux concepts de travail.
- Sharing Economy : Favoriser le concept de la copropriété et de la coopérative : Car-Sharing, transport en commun, jardins communautaires, etc.
- Promotion de nouvelles formes d'habitation en propriété et en utilisation : Nouveaux concepts de vivre ensemble (cohabitation, communautés, jardins communs, etc.). « L'utilisation collective doit être plus attractive que la privativité (*l'utilisation privative* ?) ». Transformation des grandes maisons unifamiliales en appartements.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- Comment passer du savoir à l'action ?
- Comment utiliser les ressources de manière durable ?
- Comment passer de 'propriété' à utilisation collective ?
- Comment l'état et les communes peuvent-elles modifier le système fiscal au profit du développement durable ?
- Comment sensibiliser pour encourager un comportement durable ?
- Comment générer un changement social en faveur de la durabilité et d'un comportement responsable ?

RECOMMANDATIONS

1. Développement durable

Nous constatons que les terres agricoles les plus fertiles sont gaspillées par des constructions peu denses, une agriculture mal adaptée aux exigences du terrain entraînant l'appauvrissement et/ou l'érosion de fertilité.

Nous suggérons de définir des PSP suprarégionaux afin de privilégier une construction plus dense dans les zones pauvres d'un point de vue agricole (p.ex. zones rocheuses, argileuses) et de limiter la construction dans des zones agricoles riches. Privilégions les techniques agricoles adaptées permettant de maintenir la richesse du sol ainsi que sa diversité.

Avantages supplémentaires : Moins d'érosion, entraîne moins de boue en cas de pluies fortes et conservation du rendement des terres agricoles.

2. Gestion efficace des ressources limitées

- Favoriser la production et la consommation locale afin d'éviter les impacts environnementaux (CO2, trafic)
- Eviter la production des produits (emballages) pas nécessaires pour le produit initial.

3. Règlement des bâtisses

- Adaptation du règlement des bâtisses aux conditions hydrographiques, à savoir pour limiter l'impact sur les habitants lors des grandes crues.



Au niveau national : L'identité régionale est reconnue, renforcée et les richesses sont reconnues. Toutes les régions ont développé des chemins/flux courts et disposent d'organes de décision et de planification/aménagement. La cohésion de la communauté est importante, il existe une façon de penser et d'agir autrement dans la priorisation des valeurs : des valeurs immatérielles comme nature, culture, cohésion sociale figurent au premier plan. Il y a un équilibre dans l'utilisation des sols pour l'emploi et le développement économique et l'utilisation des sols pour la nature et la détente.

L'emploi est décentralisé en faveur d'une création d'emplois concentrée à différents endroits dans la région. L'univers du travail s'est flexibilisé de manière générale. Il est facile de changer du privé au public et inversement.

Au niveau régional : La région Nord est le « poumon du pays » et continuera de l'être à l'avenir.

Le caractère rural et agricole de la région doit être préservé → la durabilité et la biodiversité doivent être promues.

Le Nord est la région des chemins courts où les personnes qui y habitent trouvent un travail digne p.ex. dans le tourisme innovant, dans l'agriculture ou la sylviculture durable. Le trafic routier est ainsi réduit.

La région est responsable de sa propre planification (est autonome) dans beaucoup de secteurs, collabore et reçoit un soutien financier, stratégique et logistique par l'Etat et est soutenu de manière constructive dans ce processus (fonds régional).

Les localités sont vivantes et animées. Il y a un bon mélange de couches sociales.

La région couvre les besoins fondamentaux des habitants, p.ex. médecins, hôpitaux, possibilités d'achat/commerces, administrations, sécurité, etc.

La région est autonome/auto-suffisante en termes d'énergies durables et renouvelables.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

1. La planification centrale doit tenir compte des besoins régionaux.
2. Repenser le modèle de croissance actuel.
3. Réaliser le changement de valeurs (l'immatériel en priorité avant le matériel)
4. Conflit écologie – développement
5. Déséquilibre du tissu social / mixité sociale

RECOMMANDATIONS

1. Etalement urbain

La densification des centres des villages est prioritaire.
Pour stimuler l'aménagement des centres des villages, les contraintes en matière de construction et de protection de l'environnement sont durcies au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre.
Implémentation d'un système de taxation progressif (en lien avec la durée de temps en friche) pour combler les terrains non construits/terrains vagues.
Rachat de terrains et procédures d'expropriation pour les terrains en friche (Etat)
Encourager l'utilisation du bâti existant par des projets pilotes attractifs (p.ex. collaboration avec les universités).
Démantèlement progressif des zones morcelées.

2. Problématique des transports

Remise en service de vieux tronçons ferroviaires existants (tram/voie étroite).
Amélioration des services de navette et du système de transport connectés aux axes principaux (lignes de bus, train) p.ex introduction du système « Ruffbus »
Introduction de systèmes de covoiturage simples et conviviaux (p.ex. blablacar, ...)
Décentralisation de l'emploi (p.ex. administrations)

4. Biodiversité en danger

Conseils pour une agriculture durable.
Des collaborations agriculteurs-villages (les agriculteurs approvisionnent directement les communautés villageoises avec des produits organiques/durables).
Politique des prix réelle (? modérée ?) pour aliments produits de manière durable.

3. Danger d'inondation

Introduction d'une taxe pour sols imperméabilisés sur propriétés privées.
Renaturation de surfaces libres pour la rétention des eaux de surface.
Intégration de réservoirs d'eau dans des nouveaux projets de construction (p.ex. caves, parking, jardins de devant, ...) pour chauffer ou refroidir les bâtiments.
Introduction de taxes sur eaux de surfaces qui ne restent pas sur les parcelles (infiltration, stockage). Taxes sur toute introduction directe de l'eau de surface dans les canalisations.
Primes pour surfaces de rétention aménagées sur des parcelles ou des bâtiments (gazon, toiture verte, caisse de rétention pour l'eau de pluie, etc.)



- 1 - Pour le pays, nous souhaitons développer une vision dans laquelle nous serons autonomes en termes d'approvisionnement d'énergie en produisant 100 % d'énergies renouvelables au Luxembourg avec notamment une production solaire et éolienne dans la région sud.
- Les industries consomment moins de ressources (énergie, eau, etc....) et les activités (toutes les fonctions de vie) se décentralisent.
 - Cette régionalisation permet de développer des emplois dans la région sud, notamment dans l'artisanat et dans les PME, ainsi que le développement d'une économie locale circulaire et solidaire.
 - Notre agriculture sera péri-urbaine (exploitation des toitures, etc...) locale et régionale et accessible à toutes les couches sociales.
 - Par la création des ceintures alimentaires et la transformation de terrains en jardins, nous créons des lieux de vie proches de nos nouveaux lieux de travail.
 - Notre aménagement du territoire sera harmonieux avec des projets au-delà des frontières (Grande-Région)
 - Nous ne construisons plus de nouvelles rues et des possibilités de car-sharing existent dans toutes les villes permettant une meilleure mise en réseau, aussi via le développement des transports publics.
 - Dans la région sud les communes sont bien reliées entre elles par les transports en commun.
 - L'éducation au développement durable, local et solidaire est intégrée dans les programmes scolaires dès le plus jeune âge.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVIER

- Industrie : développer des critères de sélection / règles
- Energie renouvelable 100 % : réduction consommation nouvelles technologies et réalisation
- Initiatives de voisinage
- Terres et terrains suffisants pour le bien commun (par ex. reboisement)
- Système d'échanges local / régional (p.ex. monnaie ou économie partagée)
- Emploi : réduction du temps de travail et création d'emplois plus à proximité et en adéquation avec la main d'œuvre régionale
- Mobilité moins centrée sur la motorisation individuelle et plus de transports publics
- Alimentation basée plus sur la production et vente de produits régionaux et moins d'utilisation de pesticides dans l'agriculture
- Sensibiliser citoyens et décideurs pour une vision 'ONE PLANET' afin de dépasser la surconsommation actuelle
- Dépasser pratique politique actuelle afin d'impliquer les citoyens sur le niveau local et générer visions communes

RECOMMANDATIONS

1. Planifier de façon plus restrictive et plus ciblée toutes les constructions (logements et bâtiments publics)

- Pour toutes les futures constructions il faudra rendre obligatoire des matériaux de construction écologiques et sur base des principes de l'économie circulaire ainsi que sans place de stationnement dans ou devant les maisons
- Privilégier les constructions en hauteur aux endroits appropriés (par exemple friches, proche de transports publics, paysage) ensemble avec de larges espaces verts aux alentours pour éviter l'effet HLM
- Taxer les terrains et logement laissés vides après un délai de 2 à 5 ans, exproprier
- Prévoir une densification dans les centres (CDA) liée à des prescriptions par la main publique afin de garantir privacité et qualité de vie

2. Développer la souveraineté alimentaire au niveau du territoire

- Développer des systèmes circulaires de la graine à l'assiette
- Favoriser l'installation de nouveaux producteurs locaux via la formation, l'accès au terrain et les modèles économiques (par exemple agriculture solitaire)
- Développer un système de ceinture alimentaire et l'agriculture urbaine (serres urbaines, quota de terrains non construits autour des villes, etc....)
- Création d'un conseil alimentaire multi-acteurs (producteurs, distribution, et restauration, administrations des communes/villes, société civile)
- Mettre en place des coopérations foncières agricoles pour donner accès aux terres arables pour nouveaux producteurs
- Créer des réserves alimentaires en termes de denrées et de terres arables non affectées
- Protéger les sols et la vie dans les sols → gestion générative (agriculture bio, permaculture, agro-écologie)
- Assurer que le secteur logistique se développe de façon sélective et ciblée pour éviter de faire transiter via le Luxembourg sans raison dans le sens du développement durable
- Miser plus sur des solutions innovantes de logistique de circuits courts et sans motorisation
- 100 % de bio Lëtzeburg 2050

3. Développer une stratégie "énergies renouvelables" selon la vision "ONE PLANET"

- Se fixer un objectif de 100 % renouvelable et zéro carbone d'ici 2050
- Réduction consommation tous secteurs : habitat, industrie, transport, agriculture
- Imposer énergies renouvelables pour tous les bâtiments
- Sortir du nucléaire et des énergies fossiles
- Autoproduction / - consommation des ménages
- Industries : réduire la consommation primaire et augmenter la récupération d'énergie (par exemple la chaleur)
- Création de coopératives énergétiques (= casser les monopoles)
- Soutenir la recherche pro vision 'one planet'
- Mutualisation d'efforts avec les voisins Grande Région
- Taxer la consommation d'énergie (mais en tenant compte de la précarité énergétique € prix échelonné – consommation de base pour prix raisonnable)

4. Optimiser la gestion de l'eau

- Utiliser plus de sources de façon régénérative
- Utiliser les eaux pluviales en déchargeant les canalisations
- Obliger la collecte des eaux pluviales dans les PAP
- Subventionner le surdimensionnement des collecteurs d'eau pluviale
- Construction de bassins de rétention
- Interdire les pesticides
- Interdire les constructions dans les zones inondables
- Renaturaliser les courants d'eau existants et des terres

5. Favoriser l'économie locale et régionale et nous rendre moins dépendants de l'économie globale

- Privilégier fiscalement et en termes d'emplacement en zones d'activité les PME et l'artisanat
- Miser de façon conséquente sur l'économie circulaire (cradle to cradle) en concertation avec la Grande Région.
- Miser sur le sharing à travers les circuits courts
- Réduire le temps de travail sans perte de salaire
- Prévoir l'augmentation des cotisations sociales (pourcentage patronal et salarié) pour compenser une croissance moins forte ou zéro.
- Augmenter la taxation de la consommation des ressources et diminuer la taxation du travail afin de faire en sorte que les bénéfices de la digitalisation et robotisation reviennent à la population
- S'assurer que le secteur logistique se développe de façon sélective et ciblée pour éviter de faire transiter via le Luxembourg sans raison dans le sens du développement durable
- Miser plus sur des solutions innovantes de logistique de circuits courts et sans motorisation

6. Sensibiliser citoyens et décideurs pour vision "one planet"

- Education au développement durable
- Réapprendre ce qu'est la collectivité / notion des "communs"
- Espaces ouverts (Freiraum) qui favorisent un apprentissage autodirigé et favorisant le développement de la personne
- Promouvoir l'apprentissage par l'exemple (parents, éducateurs, enseignants)
- Favoriser la Réappropriation et le (ré)apprentissage de savoir-faire utile pour un avenir résilient (y inclus savoir-faire manuel, do-it-yourself)
- Rôle des médias dans la conscientisation des populations (contre-exemple : pubs pour voitures SUV et « Päschtcroisière »)
- Construction d'un esprit critique / d'analyse



Croissance économique régulée, par secteur.

Secteur de l'éducation promouvant la conscientisation/sensibilisation et le changement de comportement.

Economie circulaire : limitation des déchets et réduction des emballages des denrées alimentaires.

Construction intelligente visant la limitation de sol et la préservation complète des surfaces agricoles.

Réduction de la pollution de l'air en encourageant les technologies propres

Ralentissement de l'immigration.

La mobilité doit être repensée et réduite notamment par rapport au transport individuel et au transport de marchandises.

Réduction du gaspillage de denrées alimentaires.

Révision des réglementations européennes (p.ex. : hygiène, emballages).

Primaire : Réduction des eaux usées et des apports de substances nocives/déchets classés ; séparation des solides et des liquides.

Installation d'incinération des boues d'épuration.

Décentralisation de l'énergie grâce aux 'Prosumers' au profit d'une autonomie énergétique (aussi des bâtiments publics et industries).

Agriculture exclusivement saisonnière, régionale et biologique.

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVER

- Comment limiter/arrêter la consommation du sol, malgré la croissance et sans provoquer une faillite publique, et comment réformer la gestion des surfaces ?
- Comment éduquer, informer, sensibiliser et motiver la population afin de modifier son comportement de consommateur, et la préparer à relever les défis ?
- Comment produire plus un bon mélange d'énergies renouvelables de manière décentralisée et les utiliser de manière plus efficace ?
- Comment éviter davantage la production de déchets (surtout le plastic) et recycler plus de matières ?
- Comment épurer les eaux usées directement dans les ménages privés, changer les méthodes de purification, recycler les eaux usées pour l'agriculture et valoriser les boues d'épuration ?
- Comment augmenter la production agricole, augmenter les ventes, et favoriser l'agriculture biologique ?
- Comment réduire la circulation et améliorer le transport de biens ?
- Comment encourager une durabilité qui considère de manière égale les aspects économiques, sociaux et écologiques ?
- Comment encourager le recours exclusif aux techniques durables ?
- Comment pouvons-nous allouer plus de surfaces à la satisfaction de nos besoins fondamentaux en alimentation, eau et énergie sans que ces surfaces soient rachetées pour d'autres utilisations ?

RECOMMANDATIONS

1. Utilisation de sources d'eau locales

- cadre législatif pour les communes (donner marges de manœuvre)
- Time-Cost Account : p.ex. système fiscal pour pollueurs et affectation des recettes aux mesures de protection des eaux. Evaluation des dommages collatéraux (pesticides, médicaments, nitrates, aliments pour animaux importés, etc.) et des fournitures de services écologiques.
- Offrir des systèmes alternatifs comme p.ex. l'agriculture biologique.
- Introduction d'un système de récompenses
- Partage égalitaire des responsabilités entre toutes les parties prenantes

Avantages

- Aboutir à des alternatives
- Indépendance en approvisionnement en eau
- Conscience collective/partage communautaire du fait que chacun porte une part de responsabilité
- Changement de système, création d'une image positive des agriculteurs favorisée par leur performance écologique

Inconvénients

- Augmentation des coûts et donc des prix
- Mécontentement et rejet par les agriculteurs

2. Réduire l'artificialisation du sol – réduction de la consommation du sol

- Construction plus dense (vertical et horizontal)
- Utiliser d'avantage les espaces libres dans les villes (parcelles non construites)
- Zones d'activités économiques
 - réduire nombre et surface -> conception plus dense
 - conception plus écologique avec plus d'espaces verts sur toits et façades
 - autarcie énergétique
- Promotion des petites et moyennes entreprises
- Meilleure protection des terres à usage agricole
- Mesures compensatoires
 - pas sur terres agricoles
 - à diversifier

Avantages

- Maintien des surfaces agricoles/vertes/protection des paysages
- Biodiversité
- Séquestration CO2
- Sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires car maintien des surfaces de production
- Création d'emplois dans PME
- Moins de circulation

Inconvénients

- Mise en question du modèle actuel du développement économique
- Moins de diversification des activités

3. Utilisation des friches industrielles

Les vieilles friches industrielles de part et d'autre de la frontière luxembourgeoise peuvent être réaffectées en zones d'habitation, à l'image d'autres pays.

Avantages

- Les friches industrielles sont souvent proches des villes et peuvent facilement être reliées à celles-ci.
- La réalisation de nouveaux lotissements est évitée.
- Les friches industrielles sont en général raccordées aux réseaux routiers et ferroviaires.

Inconvénients

- Assainissement du sol pollué (pollution historique)
- Charge de travail importante en raison des travaux de démolition et de l'évacuation des déchets
- Bâtiments/édifices emblématiques doivent être intégrés et préservés (comme au Belval).

4. Promotion d'une alimentation en énergie décentralisée

- Aides d'Etat échelonnées pour l'achat et l'installation de systèmes de production d'énergie décentralisés sur des surfaces construites (50-60% les premières 7 années puis 40%, 20% jusqu'à la 14ème année pour les systèmes produits au Luxembourg et en Grande-Région, (sans causer de faillite publique)).
- éviter à tout prix le gaspillage (utilisation) de zones vertes et agricoles
- pour plus d'opportunités voir Charta Desertee (Club Of Rome)

Avantages

- Fait figure de polyvalente : production de chaleur et d'énergie
- Nouvelle activité industrielle locale et largement « verte »
- Possibilité de recycler utilement les déchets plastiques
- Création d'emplois locaux
- Réduction des émissions CO2
- Autonomie
- Réalisation plus rapide des objectifs en matière de part énergétique renouvelable



- 1 **Énergies :**
Production → renouvelable 100 %
Economie → diminution consommation
- Alimentaire :**
Production → saine+ régionale+ durable - 50%
Consommation → équilibrée
- Finance :**
Nouvelle répartition
- Terre :**
Consommation → 0 ha/jour
- Eaux :**
Potable → augmentation de la qualité
Usées → couverture 100%
→ augmentation de la qualité
- Air :**
Diminution du CO2et du NOx
Augmentation des transports en commun
- Déchets :**
Production → plastique 0%
→ biodégradable 100 %
Recyclage → économie circulaire 100%
Gaspillage alimentaire 0%
- Écosystème :**
Augmentation de la biodiversité
Diminution de la pollution lumineuse

2 **DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ**

- Comment atteindre 100 % d'énergies renouvelables sans utilisation de la terre ?
 - Comment améliorer la qualité de l'eau ?
 - Comment augmenter la qualité de l'eau sans entraver la production alimentaire ?
 - Comment financer nos projets sans agrandir l'écart des inégalités sociales ?
 - Est-il possible de changer nos valeurs et nos croyances afin d'atteindre nos objectifs ?
 - Comment sauvegarder et restaurer la biodiversité ?
 - Comment arriver à un taux de recyclage parfait ?
 - Comment convaincre les politiciens et la population d'accepter notre vision indispensable pour sauver notre terre ?
 - Comment accroître l'indépendance alimentaire régionale, responsable et saine ?
- COMMENT FINANCER ?

4 **RECOMMANDATIONS**

1. Impôts progressifs de consommation

- Définir une consommation idéale par habitant pour tout le pays
- Harmoniser les prix pour l'eau et les déchets
- Après consommation idéale à prix modéré, création d'un prix progressif par impôts
- Ces revenus permettent d'investir dans les énergies renouvelables, d'augmenter la qualité de l'eau, incentives pour l'installation de systèmes de récupération de l'eau de pluie et moins de gaspillage.

4. Réduction dépendance énergétique

- Réduction de la consommation
- Privilegier les nouvelles technologies - éclairage (LED) – chauffage (pile à combustible, pompes à chaleur)
- Réduire les pertes liées au transport (production locale et décentralisée) - autoconsommation
- Réduction des éclairages inutiles (public – enseignes)
- « Solar Dächer » nouvelle technologie cellule photovoltaïque
- Inventaire des surfaces disponibles (administrations, bâtiments publics, supermarchés)
- Équipement des toitures des bâtiments publics – incitation équipement toiture individuelle (autoconsommation)
- Accélérer le plan solaire
- BIOGAS - Inventaire du potentiel - Soutien et aide à l'ingénierie des producteurs (agriculteurs)
- Amélioration du prix de rachat
- Utilisation de la chaleur/ chauffage urbain

2. Rapprochement producteur - consommateur

- Promouvoir l'image de l'agriculteur en tant que préservateur du paysage et du sol
- Promouvoir l'actionnariat du particulier : participation via une responsabilité financière du consommateur dans la production alimentaire
- Créer une plate-forme / un guichet actif à la sensibilisation de la production alimentaire
- Actions possibles : agriculture solidaire, ouverture des fermes, ouverture d'esprit des agriculteurs, adapter les programmes scolaires, promotion et publicité ciblée proche du consommateur de toutes ces actions
- Back to basics
- Mise en œuvre rapide d'une plateforme interactive et efficace

5. Utilisation responsable et durable du sol

- Promouvoir la réutilisation d'anciennes constructions et endroits désaffectés
- Favoriser la multifonctionnalité des lieux (exemple : parking sur le toit du magasin)
- Défavoriser la construction sur de nouveaux terrains (tous types de construction dur) et favoriser la construction en hauteur

3. Gestion des ressources de manière sociale et durable dès la petite enfance

Une gestion des ressources de manière sociale et durable dès la petite enfance est un principe visant la gestion des ressources sans inégalité sociale, intégrant et responsabilisant les citoyens pendant toute leur vie.

Le concept vise à éduquer sur les chaînes de production alimentaire, énergétique ainsi que sur l'eau, le sol, l'air et la biodiversité pour que le citoyen comprenne ses droits et ses devoirs ainsi que son empreinte écologique sur la terre.

Pour se faire l'Etat doit favoriser, par des politiques transversales et transparentes, cette gestion pour promouvoir la diminution de l'empreinte énergétique de chaque citoyen

Le concept doit viser à utiliser par citoyen uniquement les ressources qu'il a réellement besoin

Augmentation de la cohésion sociale

Satisfaction de préserver nos ressources

Implication du citoyen

Partage des ressources



1. Le Luxembourg est autosuffisant en termes :

- énergétiques
- alimentaires
- services
- Le Luxembourg (région) a développé un modèle économique basé sur la création de valeur ajoutée à partir des ressources naturelles.
- Le Luxembourg (région) valorise la préservation des ressources naturelles et des services écologiques.
- Le Luxembourg (région) promeut la mixité sociale.

2. DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

- Promouvoir et soutenir la production et le commerce locaux
- Prévention en vue d'une réduction énergétique
- Mise en place d'une économie circulaire
- Revoir les ressources financières publiques et leur répartition entre les différents acteurs
- Communication + explication envers la population sur les enjeux
- Réduire l'impact lié au transport et le transport
- Optimisation de la production agricole basée sur le respect des ressources naturelles
- Valorisation des ressources naturelles
- Opportunité de faire les courses de manière centrale (grandes surfaces)

4. RECOMMANDATIONS

1. Promotion d'une agriculture qui répond à la (?) des consommateurs au niveau local et qui fournit les services écologiques essentiels

- Création d'équipes pluridisciplinaires REGIONALES en vue d'un conseil intégré des entreprises agricoles pour une diversification de leur production et répondant aux contraintes / exigences environnementales
- Accès au foncier pour les "Quereinsteiger"
- Développement de nouveaux modèles économiques, d'organisation des entreprises, du statut économique des entreprises
- Rémunération des agriculteurs pour services écologiques rendus (≠ primes liées à la surface)
- Promotion de la formation continue sur les sujets développés plus haut
- Modèles : maraîchage, agroforesterie, agriculture solidaire (réduction des risques) paniers, vente à la ferme, récolte par le consommateur, stations d'abattage mobiles régionales

4. Préservation de la diversité biologique des paysages de l'Oesling

- Promotion de modèles agricoles extensifs rentables (labellisation, promotion de nouveaux produits)
- Programme d'aides ciblées et compétitives en faveur de la protection de la biodiversité
- Réduction des charges administratives lors des démarches pour la protection de la nature → Result based subsidies
- Promotion d'un tourisme rural / proche de la nature (séjour à la ferme → revenus supplémentaires pour l'exploitant. Attention aux autorisations ! Label tourisme vert (critère biodiversité)
- Recours aux programmes Leader, IntErreg, LiFe pour la promotion de la biodiversité
- Promotion agriculture biologique
- Renforcement du conseil sylvicole régional pour propriétaires forestiers privés en vue d'une gestion forestière proche de la nature

2.

- Réduction des déchets à travers une utilisation rationnelle des ressources (lors de la production et l'utilisation)
- Réduction des matériaux utilisés (types p.ex. pour faciliter le recyclage)
- Mettre en place des centres de réparation + collecte de guides de réparation (repair café)
- Mise en place de la production sur mesure (impression 3D)
- Développement technique de la réutilisation de produits dans l'économie circulaire (recherche)
- Promouvoir l'idée "product as a service" (en combinaison avec les centres de réparation)
- Agir sur l'obsolescence des produits (niveau législatif) + promouvoir des produits de bonne qualité (longue durée, réparation, faible consommation)
- Augmenter le nombre des centres de recyclage + harmoniser la méthodologie de tri (collecte système)
- Privilégier des produits / entreprises rentrant dans la philosophie de l'économie circulaire en appliquant des taxes plus favorables (subventions, ...)

3. Politique nationale de soutien au Nord en sa fonction de protection des ressources en eau potable

- Conseil agricole intégré pour agriculteurs autour du lac de la Haute-Sûre en accord avec la réglementation
- Programme d'aides ciblées pour rémunérer les services rendus (Munich, New York, Vittel) - privé-public
- Promotion agriculture biologique
- Programmes / Projets de réduction de l'érosion du sol (agroforestière, Fruchtfolge, couverture permanente des sols)
- Investissement renforcé dans modernisation / construction de stations d'épuration

5. Promouvoir la sensibilisation continue et l'éducation à travers la promotion de la recherche et l'application de nouvelles technologies

- Mettre en place des centres de recherche → opportunité pour les jeunes
- économie circulaire
- développement des matériaux dérivés des produits naturels
- utilisation des déchets dans l'économie circulaire (bâtiment, construction, nouveaux produits, ...)
- Soutenir la création de start-ups basées sur les ressources locales et implantées dans la région (conseils, financement, démarches administratives) accès sur des produits, services de haute qualité (économie circulaire)
- Favoriser l'emplacement d'entreprises locales
- Introduire les notions de l'économie circulaire dans l'éducation (++) (?)
- Introduire des programmes de sensibilisation pour la population
- ++Sujet sur environnement : changement lampes, cuisine fraîche locale



Energie: Approvisionnement: décentralisé, individuel, renouvelable
Consommation: réduire, où on produit de l'énergie
→ réduire la dépendance → auto-suffisance/autarcie

Air: Amélioration de la qualité, gratuite et propre, mobilité sans émissions, mobilité sans voitures, chemins courts : travailler & vivre

Eau: maintenir standard de vie avec quantités limitées (Rivières, nappe phréatique, précipitations) --> augmentation efficience (industries, privé)
Eau propre : on peut nager dans toutes les rivières
0% pesticides, agriculture 100% bio

Sols : sols propres, ne pas polluer plus , moins de zones revêtues, densifier compacter moins
Polluer le pays & coûts réels

Déchets : éviter davantage, économie circulaire (régional, 100%) p.ex. emballages ou sans-emballages, 0% gaspillage

Alimentation : régional, produire individuellement, saisonnière, 100% bio

Mentalité/éducation : en harmonie avec la nature, au-delà des frontières

DEFIS PRINCIPAUX A RELEVÉ

Comment pouvons-nous atteindre un changement de mentalité des citoyens en faveur d'une consommation de ressources faible ?

Comment pouvons-nous populariser la valeur de l'eau propre & optimiser sa consommation ?

Comment pouvons-nous augmenter et promouvoir la production d'énergie individuelle (solaire, géothermie, vent, eau)

Comment pouvons-nous réduire les déplacements individuels et motorisés & rendre la mobilité douce plus attractive pour les citoyens ?

Comment pouvons-nous réduire la consommation d'énergie électrique et thermique par tête ?

Comment pouvons-nous convaincre/encourager les agriculteurs à produire du bio ?

Comment pouvons-nous responsabiliser l'industrie & punir la surconsommation de ressources ?

Comment pouvons-nous repenser l'autonomie communale pour l'harmoniser avec les intérêts nationaux ?

Comment pouvons-nous achever/réaliser l'économie circulaire ?

Comment pouvons-nous réduire la consommation des sols ?

RECOMMANDATIONS

1. Infrastructures vertes et urbaines

Création de zones vertes urbaines centrales (+ corridors verts) autant dans le secteur public que dans le secteur privé (dans la mesure du possible) par des réglementations (Règlements d'aménagement et d'entretien de la commune).

Renaturer les rivières et les ruisseaux comme axes déterminants.

Utilisation de plantes, buissons et arbres indigènes et adaptés en considérant le changement climatique.

Pas d'utilisation de pesticides dans l'entretien des espaces verts.

2. Utilisation du sol flexible

Différentes utilisations sur une surface (parking, habitation, toiture verte,...)
→ avec comme objectif une utilisation rationnelle du sol

→ expansion en hauteur et non en surface

Mise en œuvre par le biais d'une réglementation communale en matière de construction, introduction d'une taxe d'imperméabilisation

Réduction de l'excavation du sol (→ tout au plus utilisation locale pour l'aménagement territorial ou la prévention du bruit), pas de parking souterrain

Exemple : jardin de personnes retraitées est entretenu par voisins

3. Diminution/suppression de la bureaucratie / analyse générale de la législation/cadre légal en vue d'une cohérence (au niveau supérieur)

- Alimentation du réseau/principe du pollueur-payeur

- Suppression/diminution de la bureaucratie pour l'installation d'énergie verte

Exemple CREOS : l'Etat crée des incitations économiques (subventions) pour des installations mais CREOS modifie et renforce les conditions techniques pour minimiser l'apparition de nouveaux opérateurs

- Analyse générale des différents textes de loi sur le thème de l'énergie/rendement énergétique/principe de causalité en faveur d'une direction (? vision ?) cohérente.

- Réviser la pensée trop cloisonnée du Luxembourg « A la frontière franco-allemande il n'y a plus de chauve-souris ! Les moulins à vent de Rumelange sont désormais 50m après la frontière à Ottange ! »

- Introduire le principe du pollueur-payeur de manière généralisée – sans exceptions pour l'industrie.

- produire « vert » doit devenir une stratégie de marketing

4. Promouvoir à 100% l'agriculture biologique

Pour promouvoir l'agriculture biologique il faudrait :

- subventionner uniquement l'agriculture biologique
- encadrer les lobbies phytopharmaceutiques (anti-bio)
- encadrer les lobbies professionnels
- informer sur les avantages écologiques et économiques à moyen terme de l'agriculture bio, dont un revenu égal ou supérieur

5. Lancer une étude « qualité de l'air »

Lancer une étude (un projet) pour définir les paramètres et caractéristiques de la pollution de l'air.

- En premier réaliser une analyse documentaire (connaître l'existant).

- Puis réaliser les analyses et développer le projet en toute indépendance

→ but : savoir de quoi on parle !